

L'Union européenne à la croisée des chemins

Déclaration du groupe de l'UNSA

L'UNSA partage la tonalité générale de l'avis ainsi que les préconisations formulées. Par cet avis, le CESE marque son attachement renouvelé à la communauté européenne qui est une construction unique au monde. L'UNSA, depuis sa création, milite aussi en faveur de l'idée européenne mais elle considère qu'il est urgent que l'Union européenne (UE) change de cap pour combler le fossé qui s'est creusé entre elle et ses citoyens. L'Union européenne est devenue pour de nombreux salariés un problème alors qu'elle devrait être une solution. L'avis est d'ailleurs timide quant à la gravité du danger que court l'Europe aujourd'hui.

C'est avec raison que l'avis rappelle les réussites de l'Europe mais aussi ses difficultés. Pour autant, l'UNSA ne pense pas que le projet politique doit être refondé car les principes, les valeurs et les objectifs inscrits dans les traités gardent toute leur pertinence. Ce sont les choix politiques opérés par les institutions européennes, à commencer par le Conseil européen qui réunit les chefs d'État et de gouvernement des États membres qui posent problème. L'avis dénonce avec justesse le rôle de bouc émissaire joué par l'Europe. En effet, ce sont les chefs d'État qui ont fait de l'équilibre budgétaire et de son corollaire la lutte contre le déficit public et l'endettement, leur priorité. Conduite dans un temps bref et dans un cycle économique négatif, cette priorité a débouché sur une récession puis sur une stagnation qui se sont traduites par un chômage record, notamment celui des jeunes, de la précarité, de la pauvreté et de l'exclusion. Les inégalités n'ont jamais été aussi grandes au sein des États et entre les États membres de l'UE. La Troïka qui est intervenue sans légitimité à l'égard de certains pays a, comme l'affirme l'avis, produit des effets catastrophiques sur l'image de l'UE. Dans le même esprit, le marché unique régi par les règles de la concurrence auxquelles la Cour de justice de l'UE a donné la primauté sur les droits sociaux, ne peut pas être, pour l'UNSA, l'axe central de la construction européenne. Le chacun pour soi, la compétition entre les États, la compétitivité par les coûts, le dumping social ont des conséquences économiques et sociales désastreuses. Non seulement l'Europe sociale est restée à la traîne mais maintenant elle fait l'objet d'attaques sans précédent. Le rejet de nombreux salariés n'est donc pas le fruit du hasard car si l'Europe n'est pas responsable de tous les maux, elle doit apporter des réponses positives par-delà les États car elle dispose de marges de manœuvres dont certains de ces derniers sont privés.

Comme le précise l'avis, il faut donc donner un nouvel élan à l'UE. Les responsables politiques doivent faire preuve de détermination afin de mettre en œuvre le projet européen. L'UNSA fait également de la stratégie « Europe 2020 » fondée sur le développement de la connaissance et de l'innovation, une utilisation plus efficace des ressources et la promotion d'une économie plus verte

et plus compétitive, la création d'emplois et la cohésion sociale et territoriale, un axe central. Il s'agit bien de la transformation des modes de production et de consommation. Mais, pour le moment, les résultats sont décevants et il ne faudrait pas que cette stratégie connaisse le même sort que celle de Lisbonne qui a été un échec. L'UNSA soutient la revendication de la Confédération européenne des syndicats (CES) de lancer un plan d'investissements européens ambitieux de l'ordre de 2 % du PIB européen par an sur dix ans afin que l'Europe soit son propre moteur de croissance et fasse ainsi de l'emploi son objectif prioritaire. L'UNSA rejoint l'avis pour affirmer qu'il est indispensable d'aller de l'avant, d'aller plus loin dans l'intégration. Il faut plus et mieux d'Europe. Ainsi, il est possible de recourir à des coopérations renforcées sur des questions économiques, fiscales et sociales ainsi que pour développer des politiques sectorielles comme une Europe de l'énergie et du climat, une Europe du numérique. L'UNSA approuve la proposition de donner à la zone euro sa pleine dimension et de revoir le mandat de la BCE qui doit aussi veiller à la réussite de la stratégie Europe 2020. Comme le préconise l'avis, il est indispensable de promouvoir la dimension sociale de l'UE, de redonner tout son sens à la notion de solidarité, de renforcer la place des partenaires sociaux et du dialogue social. Certes, un salaire minimum est nécessaire dans tous les États membres mais l'UNSA milite pour une réforme de la directive sur le détachement des travailleurs et au-delà pour un socle de droits sociaux européen. Elle milite également pour l'introduction d'indicateurs sociaux contraignants dans la gouvernance économique.

L'UNSA a voté l'avis.